

NATIONS UNIES

Assemblée générale

CINQUANTE-DEUXIEME SESSION

Documents officiels

TROISIEME COMMISSION
26e séance
tenue le
mardi 4 novembre 1997
à 15 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 26e SÉANCE

Président : M. BUSACCA (Italie)

puis : M. WISSA (Egypte)
(Vice-Président)

SOMMAIRE

POINT 107 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES
POUR LES REFUGIES, QUESTIONS RELATIVES AUX REFUGIES, AUX RAPATRIES ET AUX
PERSONNES DEPLACEES ET QUESTIONS HUMANITAIRES (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE
A/C.3/52/SR.26
20 mars 1998
FRANÇAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

97-82515 (F)



/...

La séance est ouverte à 15 heures.

POINT 107 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES, QUESTIONS RELATIVES AUX REFUGIES, AUX RAPATRIES ET AUX PERSONNES DEPLACEES ET QUESTIONS HUMANITAIRES (suite) (A/52/12 et Add.1, A/52/273, A/52/274 et Corr.1, A/52/360, A/52/97 et A/52/116-S/1997/37)

1. M. ANDRYSEK (Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge) déclare que son organisation partage certains des problèmes auxquels se heurte le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) vu que 60 % de ses activités opérationnelles concernent les réfugiés et les personnes déplacées. Au cours de l'année écoulée, le HCR et d'autres organismes d'assistance humanitaire ont mené leurs activités dans un environnement toujours plus complexe et plus dangereux et l'on est même arrivé à mettre en doute l'utilité de leur tâche. Contrairement à ce que pensent certains, fournir une assistance aux camps proches des frontières - c'est-à-dire alimenter les réfugiés, leur fournir de l'eau potable et des services de soins de santé de base ou d'éducation - ne contribue aucunement à aggraver les conflits; ces derniers persistent car l'on ne s'attaque pas à leurs causes sous-jacentes, les combattants ne sont pas exclus des camps de réfugiés et, très souvent, les Etats n'assument pas leurs responsabilités ou ne s'en acquittent pas intégralement. Faute de solution politique globale des causes profondes qui ont motivé les déplacements de populations, le rapatriement équivaut souvent à l'exportation de l'instabilité.

2. L'on est très loin encore d'une solution de la situation dans la région des Grands Lacs, et l'on ne peut pas écarter l'éventualité de nouvelles vagues de réfugiés ou de personnes déplacées. Le rapatriement doit être volontaire et doit être opéré dans un cadre de dignité, de respect des principes humanitaires et de protection des droits de l'homme des rapatriés. Aussi faut-il à cette fin élaborer des stratégies globales faisant intervenir différents agents et comportant des initiatives dans les domaines politique, humanitaire et du développement. En période de pénurie de ressources, le rapatriement est la solution la plus commode pour les réfugiés, mais il ne faut pas oublier non plus le sort de ceux qui ne peuvent pas regagner leurs foyers ou qui sont obligés de fuir à nouveau. Il importe de continuer de fournir aide et assistance aux réfugiés de longue durée comme ceux de la République fédérative de Yougoslavie, de l'Iran ou du Népal, ainsi qu'aux nouveaux réfugiés à la frontière thaïlandaise ou à ceux qui fuient la Sierra Leone. En Europe, la Fédération a aidé un groupe de sociétés européenne de la Croix-Rouge à mettre en place une plate-forme européenne chargée d'élaborer des principes directeurs et des recommandations au sujet des questions liées aux réfugiés. L'un des aspects qui sera examiné est celui de l'intégration des réfugiés, solution durable qui est rarement envisagée.

3. Afin de compléter la Conférence régionale sur les réfugiés, les personnes déplacées, les autres immigrants involontaires et les rapatriés des pays de la Communauté des Etats indépendants et des Etats voisins affectés, la Fédération, en étroite coordination avec le HCR et l'Organisation internationale des migrations (OIM), a entrepris un vaste programme d'assistance aux sociétés nationales pour leur permettre de renforcer et d'élargir leurs interventions dans ce domaine. En tant que représentante d'organisations nationales qui restent dans le pays une fois que les organisations internationales ont achevé

/...

leur tâche, la Fédération espère vivement qu'un plus grand nombre de gouvernements adopteront des mesures propices à la création d'un climat favorable, à un dialogue constructif et à une coopération efficace de sorte que les organisations non gouvernementales puissent fonctionner efficacement. La présence presque universelle des sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge constituent la base d'une coopération importante et utile entre la Fédération, le HCR et les gouvernements, et la Fédération est fermement résolue à collaborer à la fourniture d'une protection et d'une assistance aux réfugiés et aux rapatriés.

4. M. CHRISTIAN (Ghana) déclare qu'en dépit des résultats obtenus, 26 millions de personnes continuent d'avoir besoin de la protection et d'une assistance du HCR sur tous les continents, et il importe par conséquent de donner au HCR toutes les facilités nécessaires pour qu'il puisse continuer de jouer un rôle actif dans les consultations intergouvernementales tendant à harmoniser la législation et les procédures nationales en matière de réfugiés et promouvoir de vastes initiatives régionales tendant à protéger les réfugiés dans le cadre de politiques d'immigration rationnelles et acceptables. Par ailleurs, le nombre de personnes déplacées dans leur propre pays continue d'augmenter en Afrique et, bien que le mandat général du HCR ne s'étende pas à cette catégorie de personnes, la résolution 50/152 de l'Assemblée générale peut être la base d'un cadre d'action institutionnalisé qui lui permette de mener à bien sa tâche avec plus de sécurité.

5. La délégation ghanéenne se félicite du resserrement de la coopération avec les organes des Nations Unies chargés de veiller au respect des droits de l'homme qui a notamment abouti à la signature d'un mémorandum d'accord avec l'Opération des Nations Unies pour le respect des droits de l'homme au Rwanda et au Burundi, qui permettra d'instaurer une plus grande collaboration en ce qui concerne la surveillance des droits de l'homme des rapatriés. L'on a également réalisé des progrès dans le cas du projet Delphes, et il faut espérer que l'objectif visé sera atteint dans les délais prévus et que le HCR s'acquittera de l'engagement qu'il a pris d'améliorer la qualité de ses services, la reddition de comptes et l'exécution des projets.

6. La délégation ghanéenne est préoccupée par le financement des opérations du HCR. Sur un budget total de 1,3 milliard de dollars, les contributions des donateurs n'ont atteint que 970 millions de dollars. Il est décourageant que les contributions de 1996 aient été inférieures à celles de 1995, et le Ghana demande donc instamment aux donateurs d'accroître leurs contributions futures ou à tout le moins de les maintenir à leur niveau de 1995. En outre, il est regrettable que les opérations dans l'ex-Yougoslavie, la région des Grands Lacs et d'autres régions aient été entravées par le manque de ressources et par le moment auquel ont été faites les annonces de contributions. Il n'est pas trop tard pour demander aux donateurs qu'ils versent des contributions adéquates au budget de 1997. Le Ghana réitère son appui à l'appel lancé par le HCR concernant le financement des activités de relèvement en cas d'urgence. Les ressources reçues à cette fin pourraient être utilisées aussi bien pour des activités humanitaires que pour des activités de développement.

7. Le Ghana a toujours accueilli des réfugiés de pays d'Afrique qui, par suite de guerres civiles ou de luttes politiques, ont dû fuir leur pays et il a pleinement collaboré avec le HCR à la réalisation de différents projets. Ces

/...

dernières années, il a accueilli des réfugiés, en particulier du Libéria et du Togo, et il a coopéré avec le HCR et les organismes qui lui sont associés au processus de rapatriement desdits réfugiés. Pour conclure, M. Christian tient à relever la coopération qui s'est instaurée entre le HCR et l'Organisation de l'unité africaine (OUA), et il met en relief en particulier l'assistance et l'appui fournis aux missions effectuées dans les camps de réfugiés de la région des Grands Lacs par la Commission de l'OUA chargée des questions relatives aux réfugiés.

8. M. KORNELIOU (Chypre) déclare que sa délégation s'associe à la déclaration faite au nom de l'Union européenne. En dépit d'une légère diminution du nombre de réfugiés par rapport aux années précédentes, les effectifs totaux de la population du ressort du HCR sont de près de 23 millions de réfugiés et de personnes déplacées. Les problèmes complexes que posent les déplacements exigent l'application d'une large approche qui insiste sur la protection des réfugiés, la promotion de solutions efficaces aux problèmes des droits de l'homme qui créent des courants de réfugiés et de personnes déplacées ou empêchent leur retour volontaire dans leurs foyers, et le rapatriement volontaire des personnes déplacées dans leur pays d'origine. A cette fin, il importe que les gouvernements intéressés coopèrent davantage entre eux, ainsi qu'avec le HCR et les autres organisations qui s'occupent de questions humanitaires, de droits de l'homme ou de développement.

9. Si, en 1996, un million de réfugiés sont rentrés dans leurs foyers, l'on pourrait mieux éviter les déracinements incessants de millions d'êtres humains si l'on comprenait mieux les causes profondes des exodes en masse. S'il est indispensable de créer des conditions de nature à permettre aux réfugiés et aux personnes déplacées de reconstruire leur vie dans d'autres pays, leur droit de retourner dans leurs foyers et dans leurs biens est inaliénable. A cet égard, il y a lieu de souligner que le sort des personnes déplacées à Chypre est l'un des aspects tragiques du problème qui se pose dans le pays. En 1974, plus de 200 000 Chypriotes ont été transformés en réfugiés dans leur propre patrie à cause de l'invasion turque et de l'occupation continue de la partie septentrionale de l'île. Les forces d'occupation n'ont pas permis à un seul réfugié de retourner dans ses foyers depuis l'invasion, en dépit des appels réitérés lancés par différents organismes internationaux. Tout récemment encore, la Cour européenne des droits de l'homme a déclaré que la Turquie était responsable de violations des droits de l'homme dans les zones de la République de Chypre qu'elle occupe. M. Korneliou souligne l'aspect humanitaire du problème des déplacements de population, qui rend les activités du HCR toujours plus nécessaires.

10. M. KAYINAUMURA (Rwanda) déclare qu'il y a des réfugiés rwandais en République-Unie de Tanzanie, en Ouganda, au Burundi, dans la République démocratique du Congo et dans d'autres pays depuis 1959. Ce n'est qu'en juillet 1994 que le gouvernement d'union nationale a adopté une politique délibérée tendant à encourager le retour de tous les réfugiés rwandais. Trente-huit ans plus tard, l'épopée des réfugiés rwandais touche à sa fin. Comme indiqué dans le rapport du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (A/52/12), 1,5 million de réfugiés rwandais sont rentrés dans leur pays en novembre et décembre 1996. Le gouvernement d'union nationale a fait tout ce qui était en son pouvoir pour accueillir et réinstaller près de 2,8 millions de réfugiés, y compris ceux qui avaient fui avant 1974, dans leurs communautés

rurales respectives, et ce dans des délais très brefs. La mobilisation de Rwandais en vue d'aider leurs compatriotes de retour n'a pas été facile et l'absorption et l'intégration de près de 25 % de la population du pays en une semaine seulement, sans incidents notables, ont été une opération sans précédent. Cela n'a été possible que parce que le gouvernement, sans l'aide de quiconque, a mis fin au génocide après le retrait de l'Organisation des Nations Unies, qui a laissé les Rwandais à la merci d'assassins. Il serait bon que les organismes humanitaires reconnaissent cette réalité.

11. Le rapatriement massif des réfugiés rwandais est la fin du dilemme et des options auxquels a été confronté le HCR. Contrairement aux affirmations faites à la Troisième Commission, les réfugiés rwandais qui ont regagné leurs foyers ne sont confrontés à aucun dilemme. Ce n'est pas à eux qu'était due la solution consistant à les maintenir dans des camps militarisés. En fait, leur sécurité et celle de tous les Rwandais, y compris les membres de la communauté internationale qui vivent au Rwanda, relèvent de la responsabilité du Gouvernement rwandais. Les problèmes isolés qui subsistent ne sont pas dus au retour massif des réfugiés mais sont causés plutôt par des éléments génocides et leurs forces militaires qui ne veulent pas rentrer au Rwanda de peur d'être traduits en justice, quels que soient les encouragements que les organismes d'aide humanitaire leur prodiguent. M. Kayinamura remercie le HCR de ses programmes de réinstallation au Rwanda et lui demande instamment de continuer de fournir son assistance. Il est reconnaissant aux pays donateurs et à certaines organisations non gouvernementales spécialisées de l'oeuvre louable qu'ils ont accomplie dans les camps de réfugiés rwandais. La communauté internationale a dépensé 1,2 million de dollars par jour pour nourrir les réfugiés rwandais qui vivaient dans les camps se trouvant dans ce qui était alors la partie Est de la République démocratique du Congo, en 1996. Après leur retour, il est indispensable d'appuyer leur réinstallation dans le pays.

12. M. Kayinamura convient, avec le représentant des Etats-Unis d'Amérique et ceux d'autres pays, de la nécessité de séparer les soldats armés des véritables réfugiés. Les activités militaires menées par l'armée et les milices du précédent Gouvernement rwandais dans les camps de réfugiés, qui se sont transformés en véritables camps d'entraînement militaire, ont été mises en lumière dans un rapport préparé sur la demande du Conseil de sécurité, qui a été achevé le 28 octobre 1996 mais qui n'a pas encore été publié. La publication de ce rapport aurait permis aux délégations et particulièrement au HCR de comprendre qu'il n'y avait pas de moment ni de lieu mieux choisi pour le retour des Rwandais, comme en témoigne leur retour en masse vers leurs foyers. Le Gouvernement rwandais s'emploie à mettre en place les bases d'une société non sectaire, homogène, unie et cohérente. L'on ne qualifie plus le Rwanda d'usine à catastrophes humanitaires et réfugiés. L'on a entrepris de vastes programmes de relèvement et de réconciliation au niveau communautaire qui commencent déjà à donner des résultats. Le Rwanda remercie la République démocratique du Congo, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie, le Burundi et les autres pays d'Afrique qui ont accueilli les réfugiés rwandais malgré le fardeau que représentait leur présence sur les plans socio-économique, politique, administratif et environnemental. La contribution de ces pays, qui n'est pas évaluée en termes monétaires dans le rapport du HCR, a permis de trouver une solution à la crise des réfugiés rwandais.

13. Mme BENNANI (Maroc) félicite le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés pour le magnifique travail qu'il effectue en faveur de plus de 26 millions de réfugiés en dépit des difficultés financières auxquelles il continue de faire face, d'autres difficultés, comme la pratique devenue courante dans divers Etats, à savoir la mise en détention des demandeurs d'asile, des différents obstacles que doivent affronter les rapatriés lors de leur retour dans leur pays, ainsi que des problèmes que suppose la mise en route des programmes d'assistance. Dans ce contexte, le Maroc partage pleinement l'opinion formulée dans le rapport du HCR, à savoir que le rapatriement volontaire semble être la meilleure solution durable aux problèmes des réfugiés. Le rapatriement volontaire est un droit que tout réfugié devrait, avec l'appui et la protection du HCR, pouvoir exercer à l'abri de pressions ou de menaces. Il s'agit d'un droit qui ne doit pas être dénaturé à des fins politiques et dont l'exercice ne peut être subordonné qu'à l'exercice de garanties de sécurité pour le retour des réfugiés dans leur pays.

14. Lors des consultations techniques tenues sur l'invitation du Secrétaire général et avec le concours précieux de M. James Baker, ancien Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, le plan de règlement de la question du Sahara occidental, restée dans l'impasse pendant deux ans, a pris un élan nouveau. Le problème des réfugiés, qui est l'un des éléments du plan de règlement, attire l'attention du HCR, qui s'est d'ailleurs engagé à passer en revue et à actualiser les plans de rapatriement élaborés en 1991. En particulier, l'action efficace du HCR et les préparatifs mis en route par le Maroc permettront à des milliers de réfugiés vivant dans le camp de la Hamada de recouvrer la sécurité, le confort et le bien-être dont ils ont été privés pendant plus de 20 ans.

15. M. AKPLOGAN (Bénin) remercie le Haut Commissariat de l'oeuvre qu'il accomplit et condamne toutes les attaques à l'intégrité physique de son personnel ainsi que les obstacles qui entravent les efforts déployés par le HCR pour secourir des millions de réfugiés. Les crises récentes, en particulier celles qui ont éclaté dans la région des Grands Lacs, ont à nouveau fait apparaître la complexité du problème des réfugiés ainsi que la nécessité pour la communauté internationale d'adopter une approche concertée à la recherche de solutions durables. De l'avis du Bénin, les violations massives et persistantes des droits de l'homme sont à la fois une cause et une conséquence des tensions ethniques, raciales et religieuses qui, en Afrique surtout, provoquent des courants des réfugiés et de personnes déplacées. Aussi le Bénin encourage-t-il le HCR à resserrer sa coopération avec le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

16. Comme les réfugiés sont dans leur grande majorité des femmes et des enfants, lesquels sont particulièrement exposés à la violence physique et à la violation de leurs droits fondamentaux, le HCR, les autres organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales doivent renforcer leur coopération afin de leur fournir l'assistance dont ils ont besoin.

17. Le Gouvernement béninois - qui a toujours été partisan du rapatriement volontaire - se félicite de ce que, grâce à l'oeuvre accomplie par le Haut Commissariat à Cotonou, la grande majorité des réfugiés togolais que le Bénin avait accueillis en 1993 aient pu rentrer dans leur pays, ce qui témoigne de l'état satisfaisant des relations d'amitié et de coopération qu'entretiennent les deux pays pour la promotion de la paix et la sécurité de la sous-région.

18. M. DONOKUSUMO (Indonésie) déclare que son pays est reconnaissant au Haut Commissariat des efforts qu'il déploie pour affronter le problème des personnes déplacées, harmoniser les lois et procédures nationales en matière de réfugiés, garantir le respect du droit d'asile et du principe de non-refoulement et combattre la violence contre les réfugiées et protéger leurs droits.

L'Indonésie se félicite de la publication du Manuel sur le rapatriement volontaire et des Directives relatives aux enfants non accompagnés demandeurs d'asile, de la création du Service de promotion de la réinsertion et de l'autonomie des réfugiés, de la collaboration entre le HCR et l'UNICEF visant à garantir les droits des personnes ayant des besoins particuliers ainsi que du resserrement de la coopération avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Programme alimentaire mondial (PAM). En outre, l'accord de coopération conclu avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) permettra au HCR de replacer son assistance dans la perspective plus large du développement ainsi que d'établir une distinction entre les secours humanitaires et le développement dans les appels de fonds et dans l'allocation des ressources.

19. Le HCR devrait continuer de participer aux activités du Comité permanent interinstitutions, lequel, à son tour, devrait continuer de perfectionner le processus d'appels groupés pour veiller à ce qu'ils répondent à des besoins réels et reçoivent la priorité voulue. Par ailleurs, une définition plus précise du mandat du Bureau du Coordonnateur pour les secours en cas de catastrophe devrait permettre d'assurer une plus grande cohérence des activités et une réaction plus rapide et plus efficace dans les situations d'urgence complexes. Enfin, il convient de maintenir l'approche de l'organisme chef de file pour la coordination des interventions en cas d'urgence.

20. M. ARDA (Turquie) remercie le HCR, en particulier pour avoir préparé des programmes plurisectoriels visant à faire face aux besoins particuliers des réfugiés et un programme visant à protéger et à défendre les droits des enfants réfugiés. Le HCR, qui coopère de manière exemplaire avec les autres organismes des Nations Unies et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales, a répondu avec efficacité aux graves crises humanitaires qui sont survenues dans la région des Grands Lacs, en Bosnie et en Azerbaïdjan.

21. En ce qui concerne la situation des réfugiés, la Turquie considère que les camps administrés par des éléments armés ou ceux dans lesquels de tels éléments se sont infiltrés, ayant perdu leur caractère civil et humanitaire, ne devraient plus jouir de la protection du HCR. Le rapatriement volontaire devrait continuer d'être la solution privilégiée aux problèmes des réfugiés et, à défaut, la réinstallation dans des pays tiers offrirait une possibilité d'alléger le fardeau qui repose sur le pays d'accueil en cas d'exode massif. Dans de telles situations de déplacements massifs de population, il importe que la communauté internationale, par un geste de solidarité, partage la charge reposant sur le pays d'accueil et que cette assistance ne se borne pas à des aspects financiers et matériels mais englobe également la possibilité de promouvoir la réinstallation de réfugiés dans des pays tiers. Dans ce contexte, il faut sauvegarder le droit d'asile et le principe de non-refoulement; par ailleurs, les législations nationales relatives aux demandes d'asile ne devraient pas être conçues de manière à restreindre le nombre de demandeurs, mais plutôt à établir une distinction entre les demandeurs authentiques et ceux qui essaient d'abuser du droit d'asile.

22. La Turquie considère que la Commission spéciale de l'Assemblée générale pour les annonces de contributions volontaires aux programmes du HCR a atteint son but et que les ressources qui pourraient être économisées en la dissolvant pourraient être virées au budget du HCR ou à d'autres activités de développement; selon elle, les Etats Membres devraient annoncer leurs contributions volontaires lors des déclarations qu'ils font à ce sujet lorsque celui-ci est examiné par la Troisième Commission. Dans ce contexte, et sous réserve que le Parlement approuve le projet de budget pour 1998, le Gouvernement turc s'engage à verser une contribution de 150 000 dollars au financement des programmes généraux du HCR. La Turquie annoncera sa contribution aux programmes spéciaux pendant le courant de l'exercice budgétaire 1998.

23. M. Wissa (Egypte), Vice-président, prend la présidence.

24. Mme KALAJDZISALIHVIC (Bosnie-Herzégovine) exprime la reconnaissance de son gouvernement au HCR pour l'assistance qu'il fournit aux réfugiés et aux personnes déplacées en Bosnie-Herzégovine. L'application de l'accord de paix a quelque peu progressé, bien que lentement. L'un des principaux objectifs à atteindre si l'on veut que les deux entités multi-ethniques puissent se rejoindre en Bosnie-Herzégovine est l'application de l'annexe VII de l'accord relative au retour des réfugiés et des personnes déplacées. Le nombre de personnes rentrées dans leurs foyers a été bien plus faible que prévu; en outre, la majorité de ces personnes sont retournées dans des régions contrôlées par leur propre groupe ethnique. Cela est dû au fait que l'entité serbe de Bosnie-Herzégovine, en particulier, ne s'est pas acquittée de son obligation de créer des conditions propices au libre retour de tous les réfugiés dans leurs foyers. Dans ce contexte, il est indispensable que les criminels de guerre qui ont été mis en accusation comparaissent devant le Tribunal international de La Haye. Regrettablement, cette situation fait apparaître clairement aussi l'insuffisance de la volonté politique de certains des agents internationaux chargés d'appliquer les accords de paix. Le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales est indispensable aussi si l'on veut que les réfugiés puissent retourner chez eux dans des conditions sûres et dignes, surtout dans les régions où ils représentent la minorité. Dans ce contexte, Mme Kalajdzisalihovic relève l'impact positif qu'ont eu les projets de "villes ouvertes" dans le centre de la Bosnie, et elle engage instamment la communauté internationale à appliquer ce modèle de villes tolérantes du point de vue ethnique afin d'imposer des conditions politiques et d'exercer une pression sur les parties qui n'ont pas respecté leurs obligations pour ce qui est du rapatriement des minorités.

25. Un autre problème lié au retour volontaire des réfugiés et des personnes déplacées dans des conditions de sécurité tient au respect du résultat des élections municipales qui ont eu lieu sur le territoire de la Bosnie-Herzégovine le 14 septembre 1997. Il faut que toutes les communes créent sans tarder des conseils municipaux, car leur bon fonctionnement non seulement refléterait les résultats des élections et la volonté de retour des réfugiés, manifestée par leur vote, mais encouragerait le retour de bien d'autres réfugiés et de personnes déplacées dans le pays dans leur localité d'origine. Cela serait une façon d'atténuer les conséquences du nettoyage ethnique et du génocide.

26. Le Gouvernement de Bosnie-Herzégovine est disposé à assumer des responsabilités de plus en plus larges dans le processus d'application de

l'accord-cadre général de paix, ce pourquoi il sollicite l'assistance de la communauté internationale, du HCR, de la Force internationale de police des Nations Unies et de la Force de stabilisation dirigée par l'OTAN. Pour sa part, le HCR doit oeuvrer avec plus d'énergie à la mise en oeuvre du mandat qui lui est conféré à l'annexe VII de l'accord-cadre. Mme Kalajdzisalihovic remercie sincèrement les gouvernements des pays qui ont accueilli des réfugiés de Bosnie-Herzégovine et les assure que son pays a l'intention de rechercher des solutions appropriées au problème commun qu'est le rapatriement. S'il est décourageant que les progrès sur le terrain n'aient pas été plus grands, il y a néanmoins lieu de se féliciter de ce que la paix s'enracine peu à peu. Ayant connu les horreurs et les traumatismes de la guerre, la Bosnie-Herzégovine sait qu'il faut faire preuve d'énergie et de patience dès lors qu'existe une perspective d'instaurer une paix durable et la stabilité dans un Etat multi-ethnique reconstitué.

27. M. AFSHARI (République islamique d'Iran) fait observer que, du fait de l'afflux toujours plus important de réfugiés, la réaction et l'assistance visant à faire face aux crises sont souvent insuffisantes. Cela crée des difficultés pour les pays qui supportent la plus lourde charge humanitaire, c'est-à-dire les pays en développement, lesquels se heurtent par ailleurs à différents problèmes économiques, sociaux et politiques internes. Aussi est-il toujours plus difficile pour eux de satisfaire les besoins essentiels des réfugiés. Cela étant, la communauté internationale doit adopter des mesures concrètes et sérieuses afin de répartir plus équitablement cette charge et de faciliter la réinstallation des réfugiés. Il faudrait que les pays développés dégagent les ressources nécessaires pour mener à bien cette dernière tâche. La République islamique d'Iran est depuis six ans le pays qui accueille le plus grand nombre de réfugiés. La générosité de la politique suivie en la matière et le fait que la sécurité des demandeurs d'asile est assurée et que des services de base leur sont fournis montrent que la République islamique d'Iran non seulement défend la cause des réfugiés mais encore va au-delà des obligations qui lui incombent en vertu des conventions internationales de caractère humanitaire.

28. Le rapatriement volontaire est la meilleure solution durable à la crise des réfugiés, mais il ne sera possible que lorsque seront éliminés les affrontements civils et les conflits régionaux dans les zones d'origine des réfugiés. La communauté internationale doit accorder la priorité au règlement de ces conflits, doit formuler des plans et des programmes concrets de rapatriement avec la participation des pays d'accueil et des pays d'origine et doit mobiliser les ressources matérielles et financières nécessaires. Les programmes de rapatriement devraient être suffisamment souples de sorte qu'il soit possible, s'il est mis fin à un programme déterminé ou si celui-ci est suspendu, de réaffecter les ressources à d'autres projets d'aide aux réfugiés dans les pays d'accueil. Il faut par ailleurs, dans un souci d'efficacité, décentraliser les activités du HCR et déléguer des pouvoirs accrus aux bureaux extérieurs. Le HCR devrait également resserrer sa coordination et sa coopération avec les organisations et programmes du système des Nations Unies afin de créer des conditions propices dans les pays d'origine des réfugiés.

29. Du fait de la complexité et des multiples aspects qu'elle présente, la question des réfugiés exige la participation des différents acteurs dans tous les domaines et à tous les niveaux de l'organisation sociale; une solution durable du problème exige en effet presque toujours l'adoption de mesures de

large portée et coordonnées dans tous ces domaines et à tous les niveaux. Si les initiatives nationales et internationales sont fort importantes, il ne faut pas négliger l'importance de la coopération régionale. Celle-ci pourrait se refléter dans l'organisation de conférences qui seraient une occasion d'étudier les causes profondes des crises, de rechercher des solutions collectives, d'explorer les mécanismes d'alerte avancée et de formuler des mesures préventives.

30. Enfin, la République islamique d'Iran considère que les Etats ont l'obligation de protéger l'identité culturelle des réfugiés et regrette que, dans certains cas, l'intégration soit invoquée comme prétexte pour les en priver.

31. M. PASHAYEV (Azerbaïdjan) déclare que l'agression étrangère, les conflits ethniques et la violation des droits de l'homme continuent de menacer l'intégrité territoriale des Etats et de causer des souffrances énormes pour des millions de personnes dans le monde entier. Les réfugiés et les personnes déplacées dans leur propre pays, y compris les victimes de l'occupation étrangère, représentent une responsabilité de la communauté internationale, laquelle doit mettre en oeuvre des mécanismes politiques, économiques et autres pour exercer des pressions sur les Etats qui ont causé ces déplacements de populations et qui retardent l'application d'une solution globale et permanente du problème. Il faut aussi que le HCR jouisse de l'appui politique et financier dont il a besoin pour mener sa noble tâche.

32. Il y a lieu de se féliciter de ce que le nombre de réfugiés et de personnes déplacées soit tombé de 26 millions à 23 millions de personnes, mais il reste encore beaucoup à faire pour réduire ce chiffre encore plus. En premier lieu, il faudrait renforcer la politique préventive du HCR; en deuxième lieu, il faudrait déterminer les régions dans lesquelles la réconciliation est possible de manière plus ou moins immédiate; en troisième lieu, il faudrait rétablir les conditions nécessaires pour que les réfugiés et les personnes déplacées puissent regagner leurs foyers dans des conditions de sécurité; enfin, l'on pourrait entamer les processus de réinstallation, de réinsertion, de relèvement et de reconstruction, avec la participation d'une large gamme d'acteurs internationaux.

33. Du fait de l'agression de la République d'Arménie contre la République d'Azerbaïdjan et de son occupation continue de 20 % du territoire de cette dernière, des millions d'Azerbaïdjanais sont devenus des réfugiés et des personnes déplacées dans leur propre pays. Il est indispensable que ces personnes, qui vivent dans des conditions extrêmement difficiles, continuent de recevoir une assistance de tous les organismes de secours, et en particulier du HCR. L'Azerbaïdjan fait appel à la communauté internationale pour qu'elle ne réduise aucunement la contribution précieuse qu'elle apporte aux programmes du HCR dans le pays, en particulier les programmes en faveur des femmes et des enfants. L'Azerbaïdjan apprécie à sa juste valeur l'oeuvre réalisée par le HCR en matière de secours humanitaires d'urgence et souhaiterait qu'elle englobe également des programmes de soins et de manutention.

34. L'Azerbaïdjan attache une grande importance à la tâche des institutions spécialisées, des fonds et des programmes des Nations Unies et appuie l'idée tendant à resserrer la coopération, la coordination et l'interaction entre eux

/...

pour éviter des chevauchements d'efforts et une utilisation peu efficace des ressources. Cette coopération est fondamentale si l'on veut que soient satisfaits les besoins essentiels des réfugiés et des personnes déplacées dans leur propre pays, en particulier dans les pays où ont eu lieu des conflits armés, ainsi que résoudre le problème à long terme et faire en sorte que les stratégies de relèvement pendant les périodes post-confliktuelles portent leurs fruits.

35. M. GUBAREVICH (Biélorus) dit que, de par sa situation géographique et sa stabilité relative sur le plan socio-politique ainsi que de l'absence de conflits ethniques qui caractérisent la société, le Biélorus accueille un grand nombre de personnes déplacées en provenance des territoires de l'ancienne Union soviétique. Le Biélorus est en outre une plaque tournante pour les personnes qui cherchent à s'installer en Europe occidentale et dans les pays scandinaves. Il se pose également un problème particulièrement difficile, qui est celui de la présence illégale de milliers de personnes qui arrivent dans le pays en provenance du Sud de l'Asie, d'Afrique et du Moyen-Orient pour d'autres raisons et qui demandent ensuite asile. Par ailleurs, quelque 30 000 personnes provenant des Républiques de l'ancienne Union soviétique ont également demandé refuge au Biélorus. Comme beaucoup d'immigrants n'ont aucun moyen de subsistance, certains d'entre eux sont poussés vers des activités illégales.

36. Dans ce contexte si complexe, le Gouvernement du Biélorus a modifié les règles législatives et juridiques en vigueur afin d'améliorer les procédures internes applicables à l'octroi de l'asile. Il a été formulé en matière de migrations une politique visant à résoudre la question des réfugiés et des autres types d'immigrants; cette politique repose sur le respect des droits fondamentaux de la personne humaine, l'inadmissibilité de tout type de discrimination à l'égard des immigrants et des réfugiés et le respect des normes du droit international. Conformément aux décisions prises par la Conférence régionale sur les problèmes des réfugiés, des personnes déplacées, des autres immigrants involontaires et des rapatriés dans les pays de la Communauté des Etats indépendants et dans les Etats voisins affectés, le Parlement du Biélorus étudie un projet de loi relatif à l'immigration et a entrepris de rédiger un projet de loi sur les migrations externes. L'on travaille aussi à la mise au point d'un programme visant à réglementer les courants migratoires. L'on continue d'améliorer les structures des organes étatiques qui s'occupent des questions des migrations et des réfugiés, tâche à laquelle ont collaboré le HCR et l'OIT. Le Gouvernement du Biélorus a l'intention de mener à bien la stratégie opérationnelle conjointe, formulée avec la collaboration de l'OIM, qui doit être appliquée dans les pays de la CEI pendant la période 1996-2000, telle qu'elle a été approuvée par la Conférence régionale.

37. Les problèmes internes que les migrations représentent pour le Biélorus doivent être abordés dans un contexte global et à la lumière de la situation politique et ethnique qui prévaut dans les pays de la CEI, du Sud de l'Asie et de l'Afrique. Le Biélorus doit élargir sa coopération bilatérale et multilatérale avec les pays où apparaissent les déplacements de populations afin d'essayer de prévenir les courants migratoires et de résoudre les problèmes qu'ils posent. Il a déjà été conclu des accords relatifs aux migrations externes avec la Russie, la République de Moldova, l'Ukraine, la Pologne et la Lituanie, et des négociations à cette fin ont été entamées avec l'Arménie, la Mongolie, le Kazakhstan et le Tadjikistan. Il a également été conclu avec la

/...

Fédération de Russie des accords relatifs à la réinstallation des rapatriés et à la protection des droits des rapatriés dans le contexte de la CEI. On travaille actuellement, avec la coopération des Etats membres de la CEI, à l'élaboration d'un accord tendant à combattre l'immigration illégale. Un accord relatif à la réadmission des migrants est actuellement à l'étude avec la Russie, l'Ukraine, la Lituanie et la Lettonie.

38. Mme MOHAMED (Yémen) déclare qu'en dépit des événements positifs qui se sont produits récemment, il ne faut pas perdre de vue que les conflits et les guerres civiles continuent d'affecter différentes régions de la planète, spécialement dans les Grands Lacs, dans la Corne de l'Afrique et dans le Sud de l'Asie, et de causer des déplacements forcés de centaines de milliers d'êtres humains. Il importe de resserrer la coopération internationale et d'élaborer des stratégies et des mécanismes de suivi pour protéger les réfugiés contre les violations de leurs droits et pour faciliter leur réinsertion sociale. A cette fin, les Etats devront fournir des ressources suffisantes, veiller au respect des lois et des instruments internationaux et encourager la coordination entre tous les organismes spécialisés qui s'occupent des réfugiés.

39. Le Yémen est un pays très affecté par cette catastrophe humaine vu que, par suite de sa situation géographique, il constitue un point de destination pour de nombreuses vagues de réfugiés et de personnes déplacées qui arrivent illégalement par mer. Alors même que le gouvernement est disposé à secourir les réfugiés dans le cadre des conventions internationales en vigueur, leur afflux massif représente une charge très lourde des points de vue économique et social. Aussi le Yémen demande-t-il à la communauté internationale de l'aider à faire face à cette situation et à limiter les entrées illégales. Après avoir accueilli 60 000 Somalis ayant fui le pays en raison de la guerre civile, le Gouvernement yéménite a collaboré avec le HCR pour organiser des camps de réfugiés et a fait tout ce qui était en son pouvoir pour assister ces personnes. Il a également accueilli un grand nombre d'enfants en provenance des Etats du Golfe après la guerre qui a sévi dans cette région et leur a donné la possibilité de s'intégrer à la société yéménite.

40. Pour empêcher les déplacements forcés de populations et les exodes de réfugiés, il faudra mettre fin aux conflits locaux, assurer la réconciliation nationale et politique et veiller au respect des normes internationales. Les réfugiés opteront pour le rapatriement volontaire s'ils ont des garanties en ce qui concerne leur intégrité physique et leur réinsertion sociale. Dans ce contexte, le Yémen félicite le HCR, le Centre pour les droits de l'homme et l'UNICEF des activités qu'ils réalisent, spécialement en vue d'appliquer le programme d'action approuvé lors de la Conférence régionale sur les problèmes des réfugiés, des personnes déplacées, des autres immigrants involontaires et des rapatriés qui s'est tenue à Genève en 1996. Le Yémen appuie la résolution 52/70 de l'Assemblée générale, par laquelle l'Assemblée a récemment demandé à tous les gouvernements d'appliquer le programme d'action. Enfin, il félicite le personnel du HCR de son dévouement et appuie la recommandation du Haut Commissaire tendant à ce que les gouvernements intensifient leur coopération afin de créer les conditions nécessaires pour que le HCR puisse s'acquitter de sa mission.

41. M. MATESIC (Croatie) déclare que le nombre de réfugiés et de personnes déplacées est encore très élevé en dépit de la réduction mentionnée dans le

rapport du HCR. Le problème des déplacements de populations et des exodes de réfugiés appelle la mise en oeuvre de vastes stratégies qui tiennent compte des caractéristiques de chaque situation, ainsi qu'une manifestation de volonté politique de la part des Etats affectés et de la communauté internationale. Il serait préférable d'identifier et d'éliminer les causes profondes de ce problème plutôt que de réagir devant chaque nouvelle situation d'urgence mais il importe surtout d'adopter de nouvelles mesures préventives et de mettre en place des programmes d'alerte avancée et de perfectionner ceux qui existent déjà.

42. La Croatie a accueilli ces dernières années des milliers de réfugiés tout en devant faire face aux problèmes causés par les populations croates déplacées elles-mêmes. A l'heure actuelle, il se trouve sur le territoire croate 287 000 réfugiés, personnes déplacées et rapatriés, auxquels le gouvernement fournit une assistance malgré la lourde charge économique que cela représente. Néanmoins, ce chiffre diminue peu à peu grâce à la libération de la majeure partie du territoire croate jadis occupé ainsi qu'à la fin des hostilités en Bosnie-Herzégovine, qui a permis le rapatriement de 50 000 réfugiés bosniaques en Fédération de Bosnie. En outre, grâce au Programme de promotion de la confiance, du rapatriement et de la normalisation de la situation dans les régions affectées par la guerre réalisé par un comité national multi-ethnique, 9 000 citoyens croates d'origine serbe qui vivaient en Slavonie orientale sont rentrés dans d'autres régions de la Croatie. Regrettablement, sur les 80 000 personnes déplacées de Slavonie orientale, pour la plupart d'origine croate, 2 000 seulement sont rentrées. En septembre 1997, 17 432 citoyens croates d'origine étaient rentrés de la République fédérative de Yougoslavie. Comme le montrent ces chiffres, la Croatie est la seule région de l'ex-Yougoslavie qui accueille un grand nombre de personnes appartenant à des minorités. Il y a lieu de signaler que très rares sont les pays qui, après un conflit, ont autorisé le rapatriement de la population ayant appuyé l'agresseur et qui ont entrepris un processus de réconciliation avec elle. S'agissant de la Bosnie-Herzégovine, il y a lieu de signaler que 183 000 réfugiés et 200 000 personnes déplacées sont rentrées dans leurs foyers. La Croatie, qui se préoccupe en particulier du sort de 400 000 Croates de Bosnie réfugiés ou déplacés, demande à la communauté internationale de fournir une assistance à ces personnes. Les Croates de Bosnie doivent pouvoir regagner leurs foyers, spécialement en Bosnie centrale et dans la région de Posavina, pour que la Bosnie-Herzégovine puisse fonctionner comme un Etat multi-ethnique et pluraliste. Les nouvelles selon lesquelles des personnes d'origine croate ont été maltraitées en République fédérative de Yougoslavie sont fort préoccupantes; à ce propos, il y a lieu de signaler que, depuis 1991, 43 000 personnes d'origine croates ont dû abandonner la Serbie. Le rapatriement des personnes déplacées pourrait progresser si le relèvement économique des régions sinistrées par la guerre était assuré et si des solutions politiques étaient trouvées aux conflits existants, ce qui ne sera possible que grâce à l'assistance de la communauté internationale.

43. M. ABELIAN (Arménie) déclare qu'en dépit de la réduction mentionnée dans le rapport du HCR, le grand nombre de réfugiés et de personnes déplacées de par le monde est un problème grave pour les pays affectés et pour la communauté internationale. Aussi faut-il trouver à ce problème une solution durable et, entre-temps, formuler des stratégies préventives fondées sur des mesures politiques, économiques et humanitaires.

44. L'Arménie a accueilli un grand nombre de réfugiés arrivés d'Azerbaïdjan, lesquels, joints aux personnes qui, en Arménie même, ont abandonné les régions proches de la frontière avec l'Azerbaïdjan pour échapper aux bombardements, représentent 12 % de la population du pays. La crise des réfugiés et des personnes déplacées suppose un lourd fardeau pour un pays en transition comme l'Arménie et est aggravée par le blocus des principaux axes routiers imposés par l'Azerbaïdjan. Néanmoins, après avoir accueilli les réfugiés, le gouvernement fait tout ce qui est en son pouvoir pour satisfaire leurs besoins et les intégrer à la société arménienne. A cette fin, il a promulgué une loi qui donne aux réfugiés le droit d'acquérir la citoyenneté arménienne.

45. Bien que la responsabilité de l'exécution de programmes de secours aux réfugiés incombent aux Etats, les besoins actuels sont tels qu'ils dépassent les ressources humaines, techniques et financières de nombreux pays. Aussi la communauté internationale doit-elle fournir une assistance à ces Etats, conformément aux décisions adoptées dans le cadre du Programme d'action approuvé par la Conférence régionale sur les problèmes des réfugiés, des personnes déplacées, des autres immigrants involontaires et des rapatriés dans les pays de la Communauté des Etats indépendants et les Etats voisins affectés, tenue à Genève en 1996. A ce propos, le Gouvernement arménien remercie de leur assistance humanitaire certains Etats, organisations internationales et ONG, et sait gré au HCR des activités qu'il réalise en Arménie. Le Gouvernement arménien demande à l'Organisation des Nations Unies d'adopter les mesures nécessaires pour évaluer les besoins de la population civile du Haut-Karabak et lui fournir une assistance humanitaire. A cette fin, il demande à l'Organisation d'étudier la possibilité de mettre en place des mécanismes, par exemple des couloirs humanitaires, permettant de faire en sorte que cette assistance va à la population dans le besoin. Enfin, il demande instamment aux Etats de continuer d'appuyer les activités préventives réalisées par les organisations humanitaires et les organismes de défense des droits de l'homme ainsi que de promouvoir la tolérance et le respect des droits de l'homme et des droits des minorités.

46. M. CHIKUNI (Malawi) appuie la déclaration formulée au nom de la Communauté de l'Afrique australe pour le développement (SADC), dont le Malawi est membre, et dit que cette organisation a commencé à mettre en oeuvre une stratégie régionale pour secourir les réfugiés, les rapatriés et les personnes déplacées dans leur propre pays. Il appuie également l'élargissement du mandat du HCR, lequel, sous la direction du Haut Commissaire s'emploie à secourir les réfugiés dans les différentes régions du monde. Malgré la fin de la guerre froide, l'époque actuelle est caractérisée par de vastes mouvements de réfugiés et de personnes déplacées causés par des conflits ethniques. Comme la responsabilité des questions liées aux réfugiés incombe à la communauté internationale, les Etats doivent coopérer pour assurer leur rapatriement volontaire. Tel est en effet l'une des solutions durables du problème des réfugiés, mais elle exige que les pays d'origine introduisent des transformations fondamentales pour que les réfugiés ne craignent plus les persécutions et décident de regagner volontairement leurs foyers.

47. Le Malawi, qui a accueilli des réfugiés de Somalie, du Rwanda, du Burundi et de la République démocratique du Congo, suit avec intérêt l'évolution de la situation politique dans ces pays. Malgré le programme de rapatriement organisé par le gouvernement, 60 des 748 réfugiés rwandais seulement ont décidé de

/...

rentrer volontairement dans leur pays, et les autres continus d'être considérés comme des réfugiés et de recevoir des secours du gouvernement. Il y a lieu de relever qu'aucune pression n'a été exercée pour que les intéressés quittent le pays. D'ailleurs, le rapatriement peut susciter de nouveaux problèmes. Les rapatriés retrouvent parfois leurs logements détruits, n'ont pas de quoi se nourrir et sont exposés à des dangers et à de nouvelles atrocités. En conséquence, le Malawi demande instamment à la communauté internationale de collaborer avec le HCR pour encourager le rapatriement des réfugiés et faciliter leur réinsertion dans la société. Il faudra en outre créer des conditions propices au retour des réfugiés, et en particulier retirer les mines terrestres posées dans de nombreux pays d'origine, activité qui doit faire partie intégrante d'un programme spécial à mener à bien avant le rapatriement des réfugiés.

48. Enfin, M. Chikuni souligne que certaines des opérations de rapatriement réalisées récemment n'ont pas été appuyées par les organismes de défense des droits de l'homme, qui ont accusé les gouvernements, souvent à tort, d'obliger les réfugiés à retourner dans leur pays d'origine. Bien que nombreux soient les pays qui respectent les différents instruments et protocoles relatifs à cette question, les problèmes liés aux réfugiés continuent de susciter la méfiance. Malgré tout, le rapatriement indispensable peut être mené à bien sans difficulté avec la coopération du HCR et de la communauté internationale et en consultation avec les réfugiés et le pays d'origine.

49. M. Busacca (Italie) reprend la présidence.

50. Mme SILKALNA (Lettonie) déclare que son pays est résolu à suivre les pratiques internationales en vigueur en matière de réfugiés et de demandeurs d'asile et a l'intention d'appliquer les normes de l'Union européenne dans tous les domaines. Aussi fait-elle sienne la déclaration formulée au nom de l'Union européenne sur la question à l'examen.

51. De par sa situation géographique, la Lettonie se trouve dans une région de transit, et le gouvernement accorde par conséquent la priorité, indépendamment de ses autres tâches, aux questions concernant les demandeurs d'asile et les réfugiés. La Lettonie a soumis à la Fédération de Russie et au Bélarus des propositions tendant à conclure un accord de réadmission, et des conversations encourageantes ont été entamées à ce sujet avec l'Ukraine. Le Parlement letton a récemment approuvé la loi relative aux demandeurs d'asile et aux réfugiés en République de Lettonie. La ratification de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés, sans réserve géographique, est intervenue le 2 octobre 1997. Les tâches prioritaires, à cet égard, sont la rénovation d'un centre d'accueil des réfugiés, la formation du personnel et la mise en place de systèmes appropriés d'information de gestion. En outre, une large formation sera dispensée dans les domaines de l'application de la législation relative aux réfugiés, de la détermination du statut de réfugié, du fonctionnement des centres d'accueil et de la formation linguistique. Le gouvernement a proposé que l'assistance internationale revête, pour l'essentiel, la forme d'un financement des dépenses afférentes à un projet qui sera réalisé selon la modalité de l'exécution nationale et qui sera financé par différents donateurs, le PNUD et le HCR. En outre, il remercie les pays nordiques et les Etats-Unis d'Amérique d'avoir pris l'engagement de fournir une assistance technique et financière à la Lettonie pour l'aider à réaliser ses objectifs dans

ce domaine. Le Gouvernement letton est aussi très reconnaissant de l'aide du HCR, et en particulier de son bureau régional pour les pays nordiques et les Etats baltes, et il souhaiterait que le HCR renforce sa présence en Lettonie, éventuellement en créant un bureau auxiliaire à Riga.

52. M. PAULAUSKAS (Lituanie) appuie la déclaration faite par la délégation du Luxembourg au nom de l'Union européenne. La Lituanie a promulgué une loi relative au statut des réfugiés et six nouveaux décrets qui complètent les lois concernant l'émigration et l'immigration en vigueur depuis 1992. Le Gouvernement lituanien, outre qu'il a mis en place les fondements juridiques du régime applicable dans ce domaine, a adopté des mesures afin d'assurer aux réfugiés en Lituanie un logement approprié. Il a été créé un Centre d'enregistrement des étrangers, et le Conseil des recours des réfugiés, chargé de rassembler, d'analyser des informations sur les migrations sur le territoire de Lituanie et de faire fonction d'organisme d'appel pour les réfugiés, est récemment devenu opérationnel. A l'heure actuelle, la Lituanie met particulièrement l'accent sur les programmes de formation du personnel des autorités responsables des migrations, sur la mise en place d'un système unifié d'information sur les migrations ainsi que sur une sensibilisation du public aux questions relatives aux réfugiés. L'aide fournie par les pays nordiques a beaucoup contribué à rendre ces progrès possibles. Le Gouvernement de la Lituanie sait gré à l'Union européenne de l'aide financière qu'elle a fournie aux Etats baltes dans des domaines comme les contrôles frontaliers et les procédures d'immigration. L'Organisation internationale des migrations (OIM) a décidé de créer un bureau régional à Vilna, et la Lituanie pense devenir prochainement membre de cette organisation.

53. Du fait de leur situation géographique, les Etats baltes constituent une intéressante plaque tournante pour les migrants en situation irrégulière qui souhaitent s'installer en Europe et en Amérique du Nord. La lutte contre les migrations illégales et la traite des migrants exige une coopération entre les pays affectés et les pays intéressés de la région. Les accords de réadmission des migrants en situation irrégulière contribueront beaucoup à prévenir les migrations illégales et la traite de migrants. La Lituanie a conclu des accords de réadmission avec les pays nordiques, les pays du Groupe de Visegrad et la plupart des pays de l'Union européenne. Il est prévu de conclure des accords semblables avec le Bélarus et la Fédération de Russie, conformément aux recommandations figurant dans le Programme d'action approuvé par la Conférence sur les problèmes des réfugiés, des personnes déplacées, des autres immigrants involontaires et des rapatriés dans les pays de la Communauté des Etats indépendants et des Etats voisins affectés, tenue à Genève en mai 1996. La Lituanie appuie les dispositions du Programme d'action relatives à la coopération bilatérale et multilatérale tendant à faciliter les échanges d'information sur les mouvements migratoires, le retour des membres de populations exilées, la lutte contre les migrations illégales et la traite de migrants. Les organismes des Nations Unies et les autres organisations internationales compétentes doivent apporter leur appui à ces importantes activités. Enfin, M. Paulauskas se félicite de l'ouverture du bureau du HCR à Strasbourg, qui permettra à l'Organisation des Nations Unies de resserrer sa coopération avec le Conseil de l'Europe dans le domaine de la protection des droits de l'homme.

54. M. BOHAIEVSKY (Ukraine) s'inquiète de ce que la situation des réfugiés, partout dans le monde, ne se soit guère améliorée. L'ampleur des déplacements de populations exige l'adoption d'une approche intégrée qui englobe non seulement les symptômes immédiats du problème mais aussi ses causes profondes. Aussi les organismes compétents des Nations Unies, les organisations intergouvernementales internationales et régionales et les ONG doivent-elles resserrer leur coopération. L'Ukraine constate avec plaisir que le HCR crée de nouvelles possibilités de résoudre les problèmes des réfugiés, par exemple en coopérant avec l'OIM et, plus récemment, en organisant des opérations de surveillance des droits de l'homme dans plusieurs pays.

55. Les questions dont a traité la Conférence sur les réfugiés, les personnes déplacées, les autres immigrants involontaires et les rapatriés dans les pays de la Communauté des Etats indépendants et les Etats voisins affectés revêtent une grande importance pour l'Ukraine dans sa recherche de la paix, de la concorde et de la stabilité dans le pays. Le Programme d'action adopté par la Conférence constitue un instrument utile pour aborder les questions liées aux réfugiés, et il est donc préoccupant que l'appel lancé conjointement par le HCR et l'OIM pour mobiliser les fonds nécessaires à son application n'ait reçu qu'un si faible écho. Dans le cadre du Programme d'action, le Gouvernement ukrainien a entrepris de revoir sa législation et ses politiques en matière de migrations et a adopté plusieurs mesures importantes dans les principaux domaines visés par ce document.

56. Le problème le plus épineux auquel l'Ukraine est confronté est le retour dans leur Crimée natale, depuis le début de la décennie, d'un grand nombre de réfugiés : à ce jour, il est rentré en Crimée 250 000 Tartars et 12 000 membres d'autres groupes ethniques. Pour résoudre comme il convient les problèmes des anciens déportés, l'Ukraine se tient en contact avec leurs anciens pays de résidence, au développement desquels ils ont contribué. Bien que l'Ukraine soit le seul pays à avoir ratifié l'Accord de Bishkek de 1992 relatif au rétablissement des droits des déportés, d'autres pays ont exprimé la volonté de négocier des accords bilatéraux afin de faciliter le rapatriement volontaire en Ukraine des anciens déportés et de leurs descendants, ce qui est encourageant. Depuis 1992, le Gouvernement ukrainien a investi 300 millions de dollars et a fourni une assistance matérielle pour la réinsertion sociale des réfugiés et le maintien de la paix et de la tolérance dans un environnement économique et socio-politique complexe. Malgré tout, cette somme ne permet de satisfaire qu'une faible partie des besoins, qui dépassent même les possibilités d'assistance du HCR et de l'Organisation internationale pour les migrations. La communauté internationale devrait prendre conscience de la gravité de la situation et contribuer à résoudre ce problème, dont les répercussions affectent la sécurité de la région. A cet égard, l'Ukraine se félicite de la proposition du Haut Commissaire pour les minorités nationales de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe tendant à organiser une réunion avec les donateurs éventuels sur la question de Crimée, et elle espère que le Haut Commissariat apportera son concours précieux à cette initiative.

57. M. BHATTI (Pakistan) remercie le Haut Commissariat de l'efficacité avec laquelle il a réagi face à des situations humanitaires d'urgence sans précédent. Si l'on veut que le HCR puisse continuer de secourir les victimes des tragédies humanitaires qui font des déplacements de populations, la communauté internationale devrait réaffirmer son engagement de sauvegarder les principes

humanitaires fondamentaux et de renforcer les mécanismes de protection nationaux afin de trouver des solutions durables aux problèmes des réfugiés. Dans ce contexte, le Pakistan considère que le rapatriement volontaire est la meilleure solution. D'autre part, la communauté internationale devrait réaffirmer les principes qui sous-tendent l'institution de l'asile, qui sont menacés par l'idée que les demandeurs d'asile constituent un fardeau et une menace pour la sécurité nationale et régionale. Les innombrables personnes qui fuient la répression et les conflits ne doivent pas payer pour ceux qui abusent des normes de protection internationales.

58. Le Pakistan félicite le HCR du succès des opérations de rapatriement qu'il mène en Bosnie-Herzégovine. Ces activités n'ont pas avancé au même rythme que l'aurait souhaité la communauté internationale, mais elles constituent une raison d'espérer. Il y a lieu de relever en particulier, à cet égard, l'initiative des femmes bosniaques et le fait que le HCR a mis en route une initiative semblable au Rwanda.

59. Le Pakistan appelle l'attention du HCR et de la communauté internationale sur la gravité de la situation des enfants réfugiés, qui sont particulièrement exposés à la violence, à l'exploitation sexuelle, aux mauvais traitements et à des maladies comme l'infection par le VIH/SIDA, et souligne l'importance d'accroître la coopération entre les organismes des Nations Unies, les ONG et les autres institutions de la société civile afin d'améliorer la situation des enfants réfugiés non accompagnés.

60. Selon les estimations du HCR, le Pakistan a accueilli ces dernières années quelque 1,2 million de réfugiés afghans. La plupart des 120 000 réfugiés dont le rapatriement volontaire a été appuyé par le HCR en 1996 sont revenus au Pakistan, n'ayant pas trouvé de moyens de subsistance en Afghanistan. Le Pakistan qui, avec l'appui de la communauté internationale, a accueilli les réfugiés afghans à bras ouverts, constate que l'interruption soudaine de cet appui a mis à l'épreuve les ressources économiques limitées dont dispose le pays. Alors qu'il aurait pu opter pour un rapatriement forcé, le Pakistan a continué de subvenir aux besoins des réfugiés afghans en dépit de ses maigres ressources et des énormes répercussions administratives, économiques et sociales de leur présence dans le pays, des difficultés que suppose leur participation à l'activité économique et des problèmes environnementaux, parfois irréversibles, qu'a entraînés leur concentration dans les régions septentrionales du Pakistan. Le HCR, en coordination avec les autres organismes des Nations Unies et la communauté internationale, devrait fournir une assistance aux réfugiés afghans pour alléger la charge économique que doit supporter le Pakistan; la communauté internationale devrait aussi aider à préparer un vaste plan de rapatriement et de réinsertion sociale de ces réfugiés. Le Pakistan comprend les réserves qui ont été exprimées au sujet de différents aspects des politiques suivies en Afghanistan, mais considère que les besoins des enfants, des femmes et des handicapés ne devraient pas rester insatisfaits par suite de divergences de vues idéologiques. De l'avis du Pakistan, la meilleure solution humanitaire et politique, s'agissant d'améliorer les perspectives de paix en Afghanistan, serait sans doute la fourniture à ce pays d'une assistance internationale accrue et l'ouverture de négociations constructives avec le gouvernement.

61. M. KAPANGA (République démocratique du Congo) rappelle que le Botswana a fait une déclaration au sujet de la question à l'examen au nom de la Communauté

/...

de l'Afrique australe pour le développement (SADC), dont est membre la République démocratique du Congo. Cependant, s'agissant en particulier du problème des réfugiés dans la région des Grands Lacs, il y a lieu de relever le fait, sans précédent, que les camps de réfugiés qui se trouvent sur le territoire de la République démocratique du Congo se sont transformés en camps d'entraînement militaire. Dans ce contexte, M. Kapanga se félicite de ce que, dans son rapport, le HCR ait reconnu que les difficultés auxquelles il s'est heurté dans la région ont été dues à la présence de réfugiés armés dans les camps. Le Gouvernement de la République démocratique du Congo, qui a eu à lutter contre les forces de l'ancien régime dictatorial, a dû affronter lui aussi les éléments génocides mercenaires qui tentaient d'empêcher la libération du pays en prenant comme boucliers les véritables réfugiés. L'Alliance démocratique pour la libération du Congo a libéré des mains des éléments génocides et rapatrié plus de 750 000 réfugiés rwandais dont ils se servaient comme protection. La présence prolongée de ces réfugiés dans le pays a eu des conséquences néfastes sur une partie de la population, qui a souffert de la prolongation du génocide au Rwanda. La République démocratique du Congo espère que la Commission d'enquête désignée par le Secrétaire général pour faire la lumière sur les violations présumées des droits de l'homme dans la partie Est du pays pourra élucider cette question.

62. La République démocratique du Congo a besoin d'une assistance pour faire face aux effets préjudiciables sur son économie et sur son environnement de la présence des réfugiés. M. Kapanga invite la communauté internationale à s'associer à la volonté exprimée par le Haut Commissaire dans son intervention de la veille de mettre en oeuvre la résolution 49/24 de l'Assemblée générale, adoptée en 1994. Dans un autre ordre d'idées, M. Kapanga demande instamment à la communauté internationale de fournir une assistance aux autres réfugiés accueillis par son pays, en particulier ceux provenant de la République du Congo, lesquels, bien que n'ayant pas retenu la même attention que les réfugiés rwandais, ont eux aussi des besoins urgents.

63. M. PASHAYEV (Azerbaïdjan), parlant dans l'exercice de son droit de réponse, s'étonne de l'appel qu'a lancé le représentant de la République d'Arménie pour qu'une assistance soit fournie aux réfugiés internationaux, vu que ce pays est lui-même coupable d'avoir créé une situation humanitaire tragique dans la région. La République d'Arménie a constitué et parrainé les groupes séparatistes du Haut-Karabak et a occupé le cinquième du territoire de l'Azerbaïdjan. Le nettoyage ethnique des Azerbaïdjanais en Arménie et dans les zones occupées du territoire de l'Azerbaïdjan a fait plus d'un million de réfugiés et de personnes déplacées. Les forces armées arméniennes, appuyées par des mercenaires et des groupes terroristes, ont assassiné des milliers de personnes, se sont livrées à d'autres graves violations des droits de l'homme et ont détruit des logements et des biens d'une valeur de plusieurs dizaines de millions de dollars. A l'heure actuelle, ces forces contrôlent non seulement le Haut-Karabak mais aussi un territoire d'une superficie quatre fois plus grande. En outre, le blocus dont l'Azerbaïdjan fait l'objet est maintenu. Si l'Arménie est véritablement préoccupée par les conditions de vie des Arméniens qui vivent dans la partie azerbaïdjanaise du Haut-Karabak et si elle souhaite le rétablissement de la paix et de la stabilité dans la région, elle devrait renoncer à intervenir dans les affaires intérieures d'Etats souverains, abandonner ses plans d'occupation de 20 % du territoire de l'Azerbaïdjan et accepter de participer à des négociations visant à régler le conflit.

64. Mme YOUNOS (Afghanistan), parlant dans l'exercice de son droit de réponse et se référant aux observations du représentant du Pakistan touchant les problèmes posés par la présence de réfugiés afghans dans ce pays, déclare que l'on ne peut pas oublier la difficulté de la situation des enfants afghans qui vivent dans des camps du Pakistan ni le fait que les réfugiés n'ont pas le droit de travailler et ne reçoivent pas les ressources et les soins médicaux dont ils ont besoin. Elle rappelle en outre que les Talibans, qui détruisent l'Afghanistan et détruisent le peuple afghan ont été entraînés au Pakistan.

65. Mme OGATA (Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés) appelle l'attention de la Commission sur le fait que le Haut Commissariat traverse une crise qui tient non pas à des principes et à des valeurs mais plutôt à leur application. Dans leurs déclarations, nombre de représentants ont insisté plus que les années précédentes sur les aspects de protection, et il y a lieu de se féliciter de la place qui a été faite dans les interventions aux principes humanitaires, vu qu'il existe une tendance à les méconnaître. Mme Ogata est très heureuse des éléments positifs qui se sont produits dans ce domaine, par exemple les annonces d'augmentation des contingents de réinstallation ou l'adhésion des Etats baltes à la Convention de 1951.

66. Dans certaines régions du monde, les mesures concrètes prévues par différents instruments en matière de droits fondamentaux des réfugiés (asile et non-refoulement) n'ont pas été intégralement appliquées et, dans certains cas, ont été totalement méconnues. Le HCR est disposé à essayer d'analyser avec les gouvernements intéressés comment l'on pourrait améliorer l'efficacité de ces mesures dans l'environnement en mutation constante dans lequel il faut opérer.

67. Le Haut Commissaire appuie pleinement l'appel lancé par de nombreuses délégations tendant à ce qu'une assistance adéquate soit fournie non seulement aux réfugiés et aux rapatriés mais aussi aux communautés qui les accueillent, spécialement dans les cas d'afflux massif. Aussi faut-il dépasser l'approche fondée sur le continuum secours-développement pour appliquer une approche plus globale qui fasse intervenir tous les agents qui s'occupent du développement dès le début même des crises humanitaires.

68. Mme Ogata convient que les organisations régionales gagnent chaque jour en importance dans la recherche de solutions aux crises humanitaires et dans les efforts de prévention, comme le prouve le rôle joué par la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pendant le conflit du Libéria. Le HCR collabore toujours plus étroitement avec l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Dans d'autres régions, par exemple dans la CEI et dans les pays d'Asie centrale et du Sud-Ouest de l'Asie, le HCR a adopté une approche régionale et globale. La coopération avec l'Autorité intergouvernementale chargée des affaires liées au développement dans la Corne de l'Afrique ou avec la Communauté de l'Afrique australe pour le développement (SADC) peut contribuer à résoudre les problèmes de réfugiés qui existent dans leurs ressorts respectifs.

69. Le conflit interne qui vient de s'achever dans la République du Congo démontre comme on l'a déjà dit qu'il faut rester préparé à faire face à d'autres crises et à d'autres déplacements de populations. Parallèlement, il faut poursuivre les difficiles opérations de rapatriement et de réinsertion dans la région des Grands Lacs, en Bosnie-Herzégovine et dans d'autres régions du monde.

/...

Selon les déclarations des orateurs qui l'ont précédée, Mme Ogata tient pour acquis que les délégations appuient les activités du HCR et la prorogation de son mandat lorsque celui-ci prendra fin en décembre 1998.

70. Il y a lieu de souligner que si l'on veut que le HCR puisse s'acquitter de ses tâches primordiales - fournir une protection internationale aux réfugiés et trouver des solutions permanentes à leurs problèmes - il faudra le doter de ressources suffisantes. Compte tenu du caractère humanitaire et non politique de l'action du HCR et du contexte éminemment politique dans lequel celui-ci opère, ses activités devront être complétées par des initiatives politiques tendant à résoudre les dilemmes et à atténuer les risques auxquels il est chaque jour confronté. Le Haut Commissaire exprime l'espoir que les encouragements et l'appui manifestés par les délégations se traduiront par un concours financier et par l'adoption des mesures politiques indispensables à la prévention et au règlement des crises des réfugiés ainsi qu'à la protection du personnel humanitaire qui vit et travaille dans de dangereuses situations de conflit.

71. Le PRESIDENT fait savoir que la Commission a ainsi achevé son débat général sur le point 107 de l'ordre du jour.

La séance est levée à 18 heures.